

Le Forum Social Européen des Grands Projets Inutiles Imposés et le processus des Forums Sociaux Mondiaux

Gustave Massiah
8 juillet 2012¹

Le processus des Forums sociaux mondiaux

Ce deuxième Forum social européen des Grands Projets Inutiles Imposés (GP II) s'inscrit dans le processus des Forums sociaux mondiaux. A ce titre il s'en nourrit et il participe aussi à son renouvellement.

Le processus des Forums sociaux mondiaux s'inscrit dans le mouvement altermondialiste. Ce mouvement est né de la contestation du néolibéralisme en tant que phase de la mondialisation capitaliste. Dans chaque phase, l'histoire des sociétés réelles naît de la confrontation de la logique dominante et des forces anti-systémiques qui la combatte. Cette confrontation a pris plusieurs formes : dans les années 1980, les luttes contre la dette et les plans d'ajustement structurel ; dans les années 90, les luttes contre la précarité ; dans les années 2000, les forums sociaux.

C'est la convergence des mouvements sociaux et citoyens qui construit le mouvement altermondialiste et s'inscrit dans les forums sociaux. Les mouvements qui contestent les grands projets inutiles et imposés font partie de cette convergence.

Ce Forum contre les GP II est construit à partir de la nouvelle culture politique qui imprègne les initiatives et les mobilisations bien au-delà du processus. Les activités auto-organisées, la recherche de formes d'autorité qui ne reposent pas sur la hiérarchie, la diversité dans la convergence des mouvements en sont les références admises.

Dans le processus des forums sociaux, il y a une grande diversité des formes. Le Forum Social Mondial organisé tous les deux ans confronte les propositions des mouvements sur la scène mondiale. Les forums des grandes régions, les forums nationaux et les forums locaux explorent, à l'échelle des territoires, des voies de transformations politiques à travers les rapports entre les mouvements et les institutions. Il faut aussi noter les Forums sociaux des acteurs qui se réfèrent explicitement à la Charte des principes des FSM, comme par exemple le Forum des Autorités Locales, le forum des Autorités locales de Périphérie, le Forum des Parlementaires, le Forum des Juges, ...

Les forums sociaux thématiques partent des questions que posent les mouvements et de la manière dont ces questions sont posées par les mouvements. Ils différencient les questions à prendre en compte et explorent les relations entre les luttes et les mobilisations, la critique des pratiques dominantes et l'exploration des pratiques nouvelles, la connaissance des réalités, l'élaboration intellectuelle et la production des connaissances, les propositions techniques et les choix politiques. La connaissance produite, vivifiée par la pensée critique est impressionnante. Ainsi, les réflexions produites par les mouvements sur les Grands projets inutiles et imposés renouvellent la

¹ Intervention de Gustave Massiah, membre du Conseil International du Forum Social Mondial (représentant du CRID); à la séance du Reuxième Forum Social Européen des Grands Projets Inutiles Imposés

réflexion sur les investissements et les choix économiques. Ils remettent en perspective l'utilité sociale.

Les Forums sociaux thématiques approfondissent l'orientation stratégique des forums sociaux mondiaux, celle de l'égalité des droits et des mobilisations contre la logique du capitalisme. Ils portent et anticipent une nouvelle génération de droits (les droits de la Nature, la liberté de circulation, la souveraineté alimentaire, ...). Ils mettent en avant des propositions pour les politiques publiques. Ils permettent les échanges sur les pratiques d'émancipation concrètes. Il s'agit de commencer dès maintenant de construire un autre monde à partir des alternatives et des ruptures nécessaires pour y arriver.

Le Forum des GPII vient compléter et renforcer les dizaines de Forums sociaux thématiques : le Forums Santé, le Forum Education, le Forum Mondial Science et Démocratie, le Forum des médias libres, le Forum sur la Paix et le Désarmement, ... Un travail de recoupement entre les différents forums permettra de préciser et d'élargir les notions liées aux grands projets inutiles imposés.

Les Grands Projets Inutiles Imposés dans la situation mondiale et la crise

Le processus des Forums sociaux mondiaux a mis en évidence les grandes caractéristiques de la situation qui permettent de mieux comprendre le rôle que jouent les Grands Projets et ce qui permet de les considérer comme inutiles et/ou imposés.

Ce que l'on a convenu d'appeler la crise s'approfondit. La nature de cette crise a été à plusieurs reprises analysée dans les FSM. Il a été admis que la dimension financière, la plus visible, est une conséquence qui témoigne de la profondeur de la crise. Au-delà des crises ouvertes alimentaires, énergétiques, climatiques, monétaires, ... la crise se caractérise par l'articulation de quatre dimensions : économiques et sociales, celle des inégalités sociales et de la corruption ; géopolitiques avec la fin de l'hégémonie des Etats-Unis, la crise du Japon et de l'Europe et la montée de nouvelles puissances ; idéologiques avec l'interpellation de la démocratie, les poussées xénophobes et racistes ; écologiques avec la mise en danger de l'écosystème planétaire.

Les Grands Projets sont directement concernés par les quatre dimensions de la crise : ils sont un des principaux supports d'une économie fondée sur les inégalités sociales et la corruption ; ils sont partie prenante des contradictions géopolitiques dans la domination des pays producteurs de matières premières, de la corruption et de la concurrence aux exportations ; ils sont un danger pour les systèmes démocratiques ; ils ont des conséquences écologiques désastreuses.

Pour revenir à la crise, il s'agit en fait d'une triple crise emboîtée : une crise du néolibéralisme en tant que phase de la mondialisation capitaliste ; une crise du système capitaliste lui-même qui combine la contradiction spécifique du mode de production, celle entre capital et travail, et celle entre les modes productivistes et les contraintes de l'écosystème planétaire ; une crise de civilisation, celle de la civilisation occidentale, qui nécessite de revenir sur les rapports entre l'espèce humaine et la nature qui ont défini la modernité occidentale et qui ont marqué certains des fondements de la science contemporaine.

Les résistances des peuples ont accentué la crise du néolibéralisme ; elles confirment le rôle des contradictions sociales dans l'épuisement de cette phase de la mondialisation

capitaliste. Les inégalités sociales, le chômage, la précarisation ont fait baisser la consommation populaire et ouvert une crise de « surproduction ». Le recours au surendettement a trouvé ses limites ; par l'extension des marchés financiers dérivés, il a contaminé tous les marchés de valeurs. L'explosion des « subprimes » a marqué le passage de la dette des ménages à la dette des entreprises bancaires. Le sauvetage des banques par les Etats a ouvert la crise des dettes publiques. La réduction des déficits par les plans d'austérité est supposée permettre une solution à cette crise sans remettre en cause les profits et en maintenant le contrôle par le marché mondial des capitaux et les privilèges des actionnaires. Les résistances populaires s'y opposent. Cet affrontement a pris un tour aigu en Europe où se combinent particulièrement la crise économique et la crise géopolitique et où se joue le maintien de la suprématie du marché mondial des capitaux.

L'épuisement du néolibéralisme ne signifie pas pour autant le dépassement du capitalisme. Il ouvre une période de crise structurelle qui verra la confrontation entre trois issues possibles : le renforcement sous d'autres formes de la dictature financière et l'inclusion de la nature dans les circuits financiers ; un réaménagement du capitalisme fondé sur une régulation publique et une modernisation sociale ; une rupture ouvrant sur un dépassement du capitalisme. Les nouvelles situations seront caractérisées par des articulations spécifiques entre ces trois issues. Il est intéressant de réfléchir sur les conséquences de ces évolutions sur les Grands Projets Inutiles Imposés.

Les réponses des mouvements à la situation

C'est dans la bataille des idées que l'affrontement a été le plus net. Les forums sociaux mondiaux ont mené cette bataille sur deux plans : celui d'une orientation alternative et celui des mesures immédiates à imposer par rapport aux conséquences de la crise sur les conditions de vie des couches populaires.

Une orientation alternative s'est dégagée dans les forums sociaux mondiaux. On peut organiser chaque société et le monde autrement que par la logique dominante de la subordination au marché mondial des capitaux. On peut organiser chaque société et le monde à partir de l'accès aux droits pour tous et de l'égalité des droits, du local au planétaire.

De nombreuses propositions immédiates qui ont été avancées dans les Forums depuis dix ans. Par exemple : la suppression des paradis fiscaux et juridiques ; la taxe sur les transactions financières ; la séparation des banques de dépôts et des banques d'affaires ; la socialisation du secteur financier ; l'interdiction des marchés financiers dérivés ; les redistributions de revenus ; la protection sociale universelle ; etc. Ces propositions ne sont pas révolutionnaires en elle-même. Elles sont reprises aujourd'hui par des économistes de l'establishment et même par certains gouvernements. Mais ces déclarations ne sont pas suivies d'effet car elles nécessitent une rupture avec le dogme néolibéral et la dictature des marchés financiers. Et ce sont toujours ces forces qui sont dominantes et qui n'accepteront pas, sans affrontements, de renoncer à leurs gigantesques privilèges.

Par rapport aux Grands Projets Inutiles Imposés, ces propositions ne constituent pas, en elles-mêmes, une alternative. Elles permettent déjà une amélioration et peuvent s'inscrire dans une nouvelle perspective.

Dans les débats menés par les mouvements pour la préparation de Rio+20 on a vu la confrontation entre les trois sorties possibles de la crise structurelle. Le document de travail préparé par les Nations Unies et les Etats, est centré sur une vision de l' « économie verte » que les mouvements contestent totalement. Dans cette vision, la sortie de la crise passe par l'élargissement du marché mondial, par le « marché illimité » nécessaire à la croissance. Elle propose d'élargir le marché mondial, qualifié de marché vert, par la financiarisation de la Nature, la marchandisation du vivant et la généralisation des privatisations. Cette démarche est entamée à l'inverse de toute démarche de régulation publique et citoyenne. C'est une extension de la logique néolibérale, celle d'un capitalisme dérégulé qui a conduit à la catastrophe.

Dans cette logique, il s'agit de s'opposer à l'idée que l'accès aux droits est acquis par la gratuité. La Nature produit des services (elle capte le carbone, elle purifie l'eau, etc.) L'affirmation est que ces services sont dégradés parce qu'ils sont gratuits. Pour les améliorer, il faut leur donner un prix, un prix défini par le marché. Il faut les marchander et introduire de la propriété. Il s'agit de remplacer le droit de propriété humaine sur la Nature par une propriété privée qui permettrait une bonne gestion de la Nature. Il faudrait laisser cette gestion de la Nature aux grandes entreprises multinationales, financiarisées, qui sauraient la gérer et pallier à ses insuffisances. Une nouvelle offensive est menée pour éliminer toute référence aux droits fondamentaux qui pourrait affaiblir la prééminence des marchés. Cette offensive vise à soumettre les Nations Unies aux pressions des multinationales, à subordonner le droit international au droit des affaires. L'alliance des Etats et des grandes entreprises financières marginalise le multilatéralisme et met en danger le droit international.

Marchandisation, financiarisation, privatisation : on est là dans la caractérisation de la situation qui donne sans sens aux Grands Projets Inutiles et Imposés. Il s'agit même d'une situation qui peut s'appuyer sur les Grands Projets qui ne sont pas inutiles pour créer des marchés et des profits et qui nécessitent d'être imposés par rapport à ceux qui mettraient en cause les marchés et les profits et la nécessaire utilisation des capitaux inemployés.

La deuxième conception est celle du Green New Deal, défendue par des courants modernistes, notamment par Joseph Stiglitz et Paul Krugman. C'est un réaménagement en profondeur du capitalisme qui inclut une régulation publique et une redistribution des revenus. Elle est peu audible car elle implique un affrontement avec la logique dominante, celle du marché mondial des capitaux, qui refuse les références keynésiennes et qui n'est pas prêt à accepter qu'une quelconque inflation vienne diminuer la revalorisation des profits. La situation nous rappelle que le New Deal, adopté en 1933, n'a été appliqué avec succès qu'en 1945, après la deuxième guerre mondiale.

Cette approche présente deux avantages par rapport à la première conception. L'hypothèse d'une régulation publique faciliterait un contrôle des Grands Projets et pourrait renforcer une avancée démocratique par rapport aux projets imposés. L'hypothèse d'une redistribution des revenus pourrait accompagner la recherche d'une utilité sociale en matière de revenus et d'inégalités sociales. Mais, dans cette conception, la croissance reste un préalable encore plus nécessaire et la nécessité des Grands Projets s'affirmerait encore plus. Les conséquences écologiques et géopolitiques restent des points aveugles de cette conception.

La troisième conception a été explicitée, par les mouvements sociaux et citoyens, dans le processus des forums sociaux mondiaux. Les mouvements sociaux ne sont pas

indifférents aux améliorations en termes d'emploi et de pouvoir d'achat que pourrait apporter le Green New Deal. Mais ils constatent l'impossibilité de les concrétiser dans les rapports de forces actuels. Ils considèrent que la croissance productiviste correspondant à un capitalisme et à un productivisme, même régulé, n'échappe pas aux limites de l'écosystème planétaire et n'est pas viable.

Les mouvements sociaux préconisent une rupture, celle de la transition sociale, écologique et démocratique. Ils mettent en avant de nouvelles conceptions, de nouvelles manières de produire et de consommer. Citons : les biens communs et les nouvelles formes de propriété, le contrôle de la finance, le bien-vivre et la prospérité sans croissance, la réinvention de la démocratie, les responsabilités communes et différenciées, les services publics fondés sur les droits, etc. Il s'agit de fonder l'organisation des sociétés et du monde sur l'accès aux droits pour tous. Cette rupture est engagée dès aujourd'hui à travers les luttes, car la créativité naît des résistances, et des pratiques concrètes d'émancipation qui, du niveau local au niveau global, préfigurent les alternatives

C'est dans cette conception que la question des Grands Projets Inutiles Imposés peut-être resituée de la manière la plus complète. Cette conception n'est pas envisageable sans rupture. Il s'agit pour l'instant d'une utopie concrète. Mais elle ouvre une perspective.

Pour une nouvelle économie politique des grands projets

Le Deuxième Forum Social Européen sur les Grands Projets Inutiles Imposés illustre de nombreuses questions. Ces questions recourent celles qui sont posées par les mobilisations et les mouvements

L'hypothèse c'est que la réponse des peuples, à l'accentuation de la crise en 2008 et aux politiques répressives d'austérité, ouvre un nouveau cycle de luttes et de révolutions. Le pouvoir économique et le pouvoir politique, à travers leur complicité, ont été désignés comme les responsables de la crise. Ce qui a été démasqué c'est la dictature du pouvoir financier et la « démocratie de basse intensité » qui en résulte.

Au delà des spécificités, ce nouveau cycle de luttes met en avant la justice sociale, le refus de la misère, des inégalités, de la corruption ; la revendication de systèmes démocratiques qui garantissent les libertés individuelles et collectives, la dignité de chacun ; les contradictions géopolitiques liées à l'hégémonie occidentale ; les contradictions écologiques de plus en plus sensibles. Elles mettent en lumière des contradictions sociales entre les couches populaires et les oligarchies. Ces revendications rejoignent des mots d'ordre partagés par les mouvements dans tous les pays du monde et à l'échelle mondiale. Elles les renouvellent et les font largement partager dans l'espace public en les construisant comme des évidences. Elles remettent en cause l'hégémonie culturelle nécessaire à la domination des valeurs de la bourgeoisie et des élites dirigeantes.

Les Grands Projets Inutiles Imposés permettent de mieux comprendre le fonctionnement du capitalisme et la manière dont s'organisent les sociétés à partir du primat du capital. Les profits sont de plus en plus importants et génèrent des capitaux qu'il faut investir. Ce décrochage entre les capitaux nécessaires et les capitaux disponibles est multiplié à l'infini par la financiarisation et l'invention continue de nouveaux marchés financiers. Les

Grands Projets sont une des possibilités d'utiliser les capitaux disponibles. L'investissement est justifié par la marchandisation qui est supposée résumer l'usage sans autre considération de l'utilité sociale et des conséquences de l'investissement. Les Grands Projets se suffisent à eux-mêmes et leurs justifications sont d'abord financières. C'est leur principale nécessité, au-delà de toute autre forme d'utilité qui devient secondaire.

Les Grands Projets doivent être d'autant plus imposés qu'ils sont inutiles, que leur utilité n'apparaît pas déterminante pour ceux qui en subissent les conséquences. Ils participent dans leur conception et dans leur mise en œuvre, dans leur imposition, des méthodes qui ont fait leurs preuves dans les différents projets de colonisation. Il s'agit du principe de la « terre vierge » nécessaire aux Grand Projets, c'est-à-dire d'une terre pour laquelle il n'y a pas de droits acquis, pas de droits des occupants. Cette pratique de la table rase génère un sentiment d'insécurité et pousse à la militarisation de la production et de la société.

La décision dans les Grands Projets revient à ceux qui ont le pouvoir. Compte tenu des énormes intérêts en jeu, elle accroît les risques de corruption qui résultent de la fusion entre le pouvoir financier et le pouvoir politique. L'économie des Grands Projets est une économie de rente. Dans les théories des choix d'investissements en situation de rente on voit fleurir des modèles qui calculent « le coût d'accès à la rente » ; c'est-à-dire le coût optimum de la corruption.

Les Grands Projets trouvent leur environnement le plus prometteur dans le système néolibéral. La logique dominante est celle de la subordination au marché mondial des capitaux. La régulation publique y est minimale et toujours considérée comme nocive. La libéralisation et la privatisation permettent d'investir sans réserve et de retirer les bénéfices à l'envi. Les paradis fiscaux et judiciaires assurent l'impunité. Les exportations sont le secteur d'entraînement des économies. Le libre échange dope les profits en se construisant sur un quadruple dumping : dumping social ; dumping environnemental ; dumping fiscal ; dumping monétaire. Il s'agit comme à travers les guerres et l'obsolescence technologique de détruire du capital tout en faisant du profit. Toutes ces caractéristiques ont été préparées dans d'autres phases et elles sont autant productivistes que capitalistes. C'est dans le néolibéralisme que la logique dominante est la plus adéquate pour les Grands Projets Inutiles Imposés. C'est dans ce cadre que des Grands Projets prometteurs deviennent des grands Projets Inutiles Imposés.

Les mouvements qui sont à l'origine du Forum Social Européen des Grands Projets Inutiles Imposés convergent avec de nombreux autres mouvements. Le Mouvement des Affectés par les Barrages qui remettent en cause les conséquences des barrages pour les populations des territoires concernés. Le Mouvement contre l'urbanisme des grands événements qui a pointé les conséquences désastreuses pour les couches populaires des grandes villes à partir du règne de l'urbanisme spectaculaire marchand. Ainsi la ville de Rio est désarticulée à partir de la Coupe mondiale de football, des grandes conférences internationales et de la préparation des Jeux Olympiques. Le Forum Mondial Sciences et Démocratie met en évidence la dérive des recherches scientifiques et la subordination des centres de recherches et des universités à la logique des Grands Projets. Le Forum propose de s'appuyer sur les équipes et les scientifiques qui luttent pour leur indépendance. Il propose de développer une expertise citoyenne au service des mouvements ; une expertise produite par et avec les mouvements sociaux.

La définition d'une nouvelle économie politique des Grands Projets part de l'analyse critique de la démesure qui caractérise les conceptions économiques actuelles. Elle retrouve les travaux sur l'importance de l'échelle humaine, le traitement de la Nature comme un capital à préserver et non une situation à exploiter, la soutenabilité et la préservation des ressources naturelles, le souci des travailleurs engagés dans les processus de production, l'importance de la convivialité dans les relations sociales.

Pour autant, elle ne rejoint pas la présentation récupératrice de cette démarche par la Banque Mondiale quand elle a mis en avant le slogan « Small is beautiful » pour privilégier les petites initiatives en laissant aux grands centres de pouvoirs les grandes décisions et en sous-estimant l'importance de traiter les problèmes à l'échelle de leur résolution. Par exemple, lutter contre la pauvreté implique de chercher à éradiquer la pauvreté et non de se contenter de s'occuper des pauvres. Il ne faut donc pas confondre les grandes politiques, indispensables, et les Grands Projets. Sur la question de la démesure, autant il convient de critiquer les déviations actuelles, autant il ne faut pas ignorer les grands défis collectifs autour desquels se construisent les sociétés. Il ne s'agit pas de proposer un monde qui, par précaution, rejetterait toute aventure. Il s'agit de mettre en débat collectif le choix des aventures et de chercher à en maîtriser les conséquences.

Le Forum Social des Grands Projets inutiles et imposés propose déjà une démarche. Par rapport à tout projet, il propose de mettre en avant quatre questions :

- Quelles seront les conséquences de ce projet (sociales, géopolitiques, écologiques, démocratiques) ?
- Au profit de qui et au détriment de qui se fait ce projet (qui il affecte, quels droits il remet en cause) ?
- Quelle est la nature et quelles sont les conséquences du processus de décision (procédures démocratiques, corruption, ...) ?
- Dans quel projet social, écologique, politique s'inscrit ce projet ?

Dans leur démarche, les mouvements engagés sont confrontés à deux impératifs : Comment mener les mobilisations à la hauteur des enjeux ? Comment définir une pensée stratégique qui puisse articuler la réponse à l'urgence et la nécessité de la rupture ?